

7 Jours Filpac CGT

N°62 – mercredi 4 déc. 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

1. Desserrer l'emprise mortelle des banquiers et des industriels sur la presse et l'information, voilà ce qu'ont décidé les assemblées de la presse les 3 et 4 décembre. Un premier rendez-vous le 11 décembre à Ouest France en évaluera la dynamique.
2. Puis à Mulhouse, en janvier, les salariés avec leurs syndicats Filpac CGT sont conviés à lutter pour émanciper l'information et la presse du pouvoir absolu de la banque, de la finance et de la haute industrie.
3. Et encore à Paris, le mouvement pour la liberté de la presse conduira salariés et syndicats aux portes du pouvoir, ministère et Parlement, pour qu'une loi protectrice de l'information et de ses salariés soit adoptée sans délai.
4. Gel des licenciements, sauvegarde des titres, indépendance de l'information !

La Presse dévastée par les licenciements, la peur et la démoralisation...

Organisons la solidarité Construisons le printemps de l'information

1. Briser la chaîne de la dette qui entrave la presse

Ils nous disent : démoralisez-vous, apprêtez-vous à disparaître, les temps nouveaux sont là, ce sont les temps du numérique, du libéralisme, de l'information de marché et vous n'y avez plus votre place, pas plus que vos vieilles lunes d'une information pluraliste, désintéressée, à but non lucratif mais démocratique.



Voilà que la presse se met au service de la dette, comme le budget de la Nation. Quelles décisions y ont été prises ces dernières années qui ne soient pas fonction des caprices et des ordres des pools bancaires tenant les journaux par le crédit ? A l'instar de l'Etat qui doit emprunter aux marchés financiers privés pour ses dépenses quotidiennes, la presse a été fourguée aux banquiers et aux groupes industriels transnationaux.

Ceux-là mêmes qui ont miné le système mettant l'information à l'abri des forces de l'argent nous disent : « Qui paie commande », et même le propriétaire ayant hypothéqué l'entreprise d'information par des décisions stratégiques les plus hasardeuses - et les exemples abondent - a plus de droits que vous tous réunis, vous qui y travaillez depuis des années. Le seul droit de la presse est celui d'entreprendre, élevé au dessus du droit du Travail et du droit de l'Information.

Comment s'étonner que l'entreprise de démoralisation émane des groupes qui modèlent la presse à leur image et à leurs besoins, dès lors qu'ils s'appellent Bouygues, Bolloré, Bernard Arnault, François Pinault, Xavier Niel, Crédit Mutuel et agricole, Lagardère... La presse n'est plus que le département subalterne de groupes qui, du haut de leur monopole, font campagne pour la concurrence libre et non faussée.

Mais le mérite de cet asservissement ne revient pas à ces stratèges en ciment, caoutchouc, cognac ou usure financière, l'Etat a pris sa part dans la subversion de l'information. A la hâte, juste avant sa défaite électorale, Sarkozy a pris un arrêté transformant les aides à la presse en subventions à la baisse du coût du travail, et à la numérisation libérale.

Le dogme, repris en tout point aujourd'hui, est simple et brutal comme le marché : l'information, pour être indépendante, doit être rentable. Bien pratique, ce genre de slogans, il sert à tout : l'hôpital pour survivre à la charité doit être rentable, la sécurité aussi et les vigiles privés se multiplient comme les mercenaires des armées. L'information ? Elle ne vaut que par son prix de vente, et l'entreprise est subventionnée par l'Etat si elle applique ça.

C'est pourquoi la Filpac CGT et ses syndicats exigent l'abrogation du décret Sarkozy qui entrave la presse, qui relie l'information à la dette et l'entreprise d'information à l'oligarchie financière et industrielle. L'Etat interviendra pour corriger les inégalités de moyens d'informer par des aides attribuées aux plus faibles, et surtout pour garantir l'innovation et la création éditoriale, et non récompenser le management libéral.

2. Reconquérir la dignité d'une presse humiliée par l'incompétence de ses actuels propriétaires, les concentrations et les marchands d'argent.

Ils nous disent archaïques : la vérité d'aujourd'hui, c'est le numérique. Mais le numérique, voilà plus que 30 ans qu'on le fréquente ! Les premières machines numériques ont débarqué à la fin des années 70 ou au détour des années 80 ! Quelle nouveauté, vraiment ! Non, en fait, derrière l'impératif catégorique du numérique se cache une offensive idéologique.

La mise en réseaux des ordinateurs serait par elle même l'argument technique de dépassement des idéologies du travail collectif, de qualité et professionnel, celle de la solidarité des unités de production, du temps de travail mesuré par accord collectif et rémunéré par un salaire décent. Bref, le numérique, ce serait l'argument du libéralisme qui dicte à l'univers la loi selon laquelle le travail n'est pas une richesse mais un coût, la preuve, le numérique le remplace.

Et paf ! Wikileaks et Edgard Snowden, tous nous montrent que le merveilleux réseau qui aurait fait de la planète un village mondial ravale ses utilisateurs au rang de données rangées dans les *Clouds* de la NSA. Au point que les vieux fichiers des renseignements généraux sont classés monument historique. A la faveur du numérique, chargé à son corps défendant de toutes les contre-modernités antisociales, voilà que la précarité se développe, que les salariés en grand nombre sont priés fermement d'être volontaires à l'inscription à Pôle Emploi.

Il a bon dos, le numérique ! Oui, oui, il y a bien des baisses concernant l'usage de l'imprimé, bien sûr que le network mondial a des conséquences sur l'antique presse imprimée. Mais enfin : les charrettes de licenciements, ce n'est que le numérique ? Un effet d'aubaine, oui ! C'est l'occasion qui fait le larron, et nos entrepreneurs en sociétés de vente d'informations se frottent les mains de la belle occase d'un chômage de masse à plus de 5 millions !

Et surtout, où vont-ils, nos patrons de presse, eux qui n'ont pas su développé de nouvelles éditions, accrocher les jeunes, promouvoir et développer les spécificités d'une information papier par rapport à l'instantanéité de news surfant sur l'émotion ? Comment seraient-ils qualifiés pour revenir en semaine numérique, alors qu'ils ont été éliminés en semaine imprimée ?

La Filpac CGT et ses syndicats revendiquent un plan de développement de l'information sur tous ses supports. L'une des premières mesures consiste à appliquer de manière égalitaire, à tous les médias, une même loi assurant à chacun l'accès à une information sûre et vérifiée. L'asymétrie de droits entre numérique et supports traditionnels est telle qu'une telle loi s'impose. De cette manière, les qualifications requises nécessiteront des emplois stables et rémunérés à la hauteur de leur mission.



3. Assurer la survie de la presse d'information générale c'est la réinventer, donc s'émanciper des ultimatums de l'oligarchie des banquiers et des grands industriels !

- **La Filpac CGT et ses syndicats considèrent la presse d'information générale comme une cause en soi.** Ils n'acceptent pas que les syndicats patronaux se soient transformés en coordinateurs de plans de licenciements, qu'ils habillent de surcroît en plans de départ volontaire. Ouest France, Centre France-La Montagne, Nice Matin en plus de Sud Ouest et Midi libre, Le Monde, Presstalis, et les titres de presse nationale qui subissent un climat de départ volontaire rampant... A quoi se résume l'action patronale ? A un plan unique, national, interprofessionnel et inter-titres !
- Pour la Filpac CGT, à l'inverse de cette offensive nationale mais qui se présente comme une action locale, **la presse d'information générale, sur tous ses supports, doit bénéficier d'une négociation nationale sur tous les aspects**, moyens rédactionnels, industriels, de distribution, qualifications requises, emplois stables et salaires décents.
- S'agissant de l'imprimerie, la Filpac CGT et ses syndicats opposent à la tentative de concentration par le désastre et à la mise en concurrence des salariés du Labeur et de l'imprimerie de presse quotidienne une organisation de la solidarité industrielle par **la création d'un réseau de mutualisation nationale des moyens industriels de toute l'imprimerie.** Ce réseau, basé sur le recensement des moyens et des besoins, est un outil de régulation et de sauvegarde professionnelle d'un moyen industriel qui, de ce fait, sera porteur d'avenir.
- **La Filpac CGT et ses syndicats refusent l'application désastreuse pour l'emploi et donc la presse de cet accord Medef CFTD CFTC CGC** que la majorité actuelle a transformé en loi. Il n'est pas question d'admettre que les propriétaires aient tous les droits, celui de licencier quand ils veulent, qui ils veulent, d'assurer la mobilité et la régression sociale des autres.
- **La Filpac CGT et ses syndicats refusent à l'escroc Tapie, à l'exilé fiscal Hersant le droit de disposer de la presse comme d'un hochet :** les licenciements doivent être gelés immédiatement, une négociation nationale pour assurer la survie des titres aujourd'hui contrôlés par Tapie et Hersant doit se tenir sans délai sous l'égide des pouvoirs publics.
- **La perspective d'une telle négociation doit avoir pour effet immédiat le gel des licenciements et plans sociaux, déguisés ou non en « départ volontaire ».** Il s'agit d'élaborer un plan national de développement de l'information, de mise en réseau solidaire des moyens d'impression, d'assurer à tout citoyen l'accès à l'information.
- **La loi sur l'information aura pour vocation** de tenir à distance les sociétés oligarchiques qui la contrôlent. La promiscuité actuelle doit se métamorphoser en indépendance absolue.

Notre démarche consiste à inverser l'ordre des saisons : à l'hiver libéral nous opposons le printemps de la presse, de l'information et des luttes. Nous entamons cette construction aujourd'hui, ici, à Midi libre, demain à Nice et le 11 décembre à Ouest France. Ce n'est qu'un début, nous ne négligerons aucun titre. Nous ferons en sorte que les propriétaires et leurs mandataires sociaux comprennent... que nous avons compris ! Oui, ils nous mettent dos au mur par leur intransigeance, leur obsession du licenciement, du service des actionnaires et des propriétaires, leur refus du dialogue et leur aventurisme en matière d'information et de numérique.

Nous savons par expérience, la plus récente étant celle de Paris Normandie, que nous ne pesons que par nos luttes, que notre force dépend de notre unité et de notre détermination. Eh bien, construisons ce mouvement national capable de gagner, par sa force, par la légitimité qu'il tirera de l'approbation de la majorité la plus large de salariés. L'unité ? Nous la croyons possible sur la seule base possible, la défense collective des revendications des salariés. **Le printemps ? Il commence maintenant !** *Marc Peyrade – Montpellier-Nice, 3-4 décembre 2013*

Ils étaient à Midi libre et à Nice-Matin : Les Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Alsace, La Voix du Nord, L'Union et le Pôle CAP, Sud Ouest, La Provence, la Dépêche du Midi, Midi Libre, Centre Presse Rodez, Paris Normandie, Le Progrès de Lyon, La Tribune Saint-Etienne, Le Courrier de l'Ouest, le Maine Libre, Ouest France, le Dauphiné Libéré, Centre d'Impression Loire-Atlantique, Centre d'Impression Midi-Pyrénées, Centre d'Impression Rhône-Alpes, Méditerranée Offset Presse, Midi Print, Nancy Print, Info'Com Cgt, Les Echos, Le Monde, Syndicat Général du Livre et de la Communication Écrite, Syndicat des Imprimeries Parisiennes, Syndicat de Vitrolles.